



Pouvoir Adjudicateur :  
Université Sorbonne Paris Nord  
99, Avenue Jean Baptiste Clément  
93430 VILLETANEUSE

PRESTATIONS DE PRISE DE NOTES DES CHSCT, CT ET CA DE  
L'UNIVERSITE SORBONNE PARIS NORD

---

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES DU MARCHE  
(CCAP)

MARCHE N° 2026MAPAS00006

## Table des matières

ARTICLE 1 - PREAMBULE – PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....	2
Article 1.1 - Le Pouvoir adjudicateur (acheteur) .....	3
Article 1.2 - Le Titulaire .....	3
ARTICLE 2 - ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES .....	4
Article 2.1 – Objet du marché.....	4
Article 2.2 - Variantes, Prestations Supplémentaires Eventuelles (P.S.E.) et Options ...	4
Article 2.3 - Etendue de la consultation .....	4
Article 2.4 -Allotissement.....	4
ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES .....	4
ARTICLE 4 - DUREE - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	5
Article 4.1 – Durée du marché.....	5
Article 4.2 – Délais d'exécution.....	5
Article 4.3 – Prolongation des délais d'exécution .....	5
Article 4.4 – Délai de livraison .....	5
ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	7
Article 5.1 -Protection de la main d'œuvre .....	7
Article 5.2 - Clause sociale .....	7
Article 5.3 - Protection de l'environnement.....	7
Article 5.4 - Assurances .....	7
Article 5.5 - Obligations relatives à la sous-traitance .....	8
Article 5.6 - Obligation de confidentialité .....	8
Article 5.7 - Changement dans la situation du titulaire.....	8
ARTICLE 6 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	9
Article 6.1 – Formalisation des commandes.....	9
Article 6.2 - Contenu des prix.....	10
Article 6.3 - Délais de paiement.....	10
Article 6.4 - Intérêts moratoires .....	10
ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	10
Article 7.1 - Lieu d'exécution.....	10
Article 7.2 - Conditions d'exécution des prestations.....	11
ARTICLE 8 - PENALITES .....	12
Article 8.1 - Pénalités de retard .....	12
Article 8.2 - Déduction des pénalités .....	12
ARTICLE 9 - CONSTATATION DE L'EXECUTION ET GARANTIE.....	13
Article 9.1 - Opérations de vérifications-décisions après vérifications.....	13
Article 9.2 - Garantie.....	13
ARTICLE 10 - DISPOSITIONS DIVERSES.....	13
Article 10.1 - Propriété intellectuelle – utilisation des résultats .....	13
ARTICLE 11 – CLAUSE DE RESILIATION DU CONTRAT.....	14
Article 11.1 - Force majeure.....	15
Article 11.2 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	15
Article 11.3 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	15
ARTICLE 12 - CLAUSE DE REEXAMEN.....	16
Article 12.1 - Marches de prestations similaires et complémentaires.....	16
Article 12.2 – Modifications .....	16
ARTICLE 13 - LITIGES ET DIFFERENDS .....	16
ARTICLE 14 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	17

## **ARTICLE 1 - PREAMBULE – PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

## **Article 1.1 - Le Pouvoir adjudicateur (acheteur)**

L'Université Paris XIII dénommé Université Sorbonne Paris Nord (USPN) est un établissement d'enseignement supérieur pluridisciplinaire implanté sur quatre campus en Seine-Saint-Denis : Villetaneuse, Bobigny, Saint-Denis, La Plaine Saint-Denis, George Sand et Argenteuil. L'Université Paris XIII (USPN) est fréquentée par 24 000 étudiants dont un millier en formation continue et se compose de cinq UFR, un institut et trois IUT. Cet établissement concilie un haut niveau scientifique – 34 laboratoires de recherche dont certains sont associés au CNRS et à l'Inserm – et le souci d'ouvrir l'enseignement supérieur à tous. L'insertion professionnelle est prise en compte et se traduit par un nombre important de formations professionnalisées.

- Coordonnées du représentant du Pouvoir Adjudicateur :

**Mme. Nathalie CHARNAUX**  
**Présidente de l'Université Sorbonne Paris Nord (USPN)**  
99 Av. Jean-Baptiste Clément  
93430 Villetaneuse

- Coordonnées du Juriste en charge de la procédure de marché public :

**Mme Anastazia BOUKOU**  
**Juriste achats et marchés publics**  
Téléphone : 01.49.40.20.64  
Courriel : [Daj@univ-paris13.fr](mailto:Daj@univ-paris13.fr)

- Coordonnées du Responsable technique du marché :

**Salima YOUNSI**  
**Assistante de la Présidente Chargée du Conseil d'administration**  
**Cabinet de la Présidence**  
Téléphone : 01 49 40 31 90  
Courriel : [presidence@univ-paris13.fr](mailto:presidence@univ-paris13.fr)

- Coordonnées de l'Agent Comptable :

**Agent Comptable de l'Université Paris XIII (USPN)**  
Bâtiment de la présidence - RDC  
99 Av. Jean-Baptiste Clément  
93430 Villetaneuse

## **Article 1.2 - Le Titulaire**

Le Titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le Pouvoir adjudicateur.

En cas où le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, le « Titulaire » désigne les membres du groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire désigné à l'acte d'engagement.

Le Titulaire désigne, dans son offre, un représentant personne physique qualifié muni des pouvoirs nécessaires pour prendre toutes décisions utiles notamment pour signer tout document, donner toutes instructions au personnel de son entreprise ou encore assister aux réunions avec les agents du Pouvoir adjudicateur.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Titulaire en cours d'exécution du marché. La liste des personnes habilitées sera notifiée par le Titulaire au Pouvoir adjudicateur, par écrit, dans un délai maximum de 15 (quinze) jours calendaires suivant la notification d'attribution du marché. En cas de modification de la liste (remplacement temporaire ou définitif) en cours d'exécution du marché, le Titulaire informe le Pouvoir adjudicateur dans un délai de 5 (cinq) jours ouvrés suivant le jour où est survenu l'évènement qui a entraîné la modification.

## **ARTICLE 2 - ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES**

### **Article 2.1 – Objet du marché**

Le présent marché a pour objet des prestations de prise de notes des CHSCT, CT et CA pour l'Université Sorbonne Paris Nord

Le contenu détaillé des prestations à réaliser figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

### **Article 2.2 - Variantes, Prestations Supplémentaires Eventuelles (P.S.E.) et Options**

Aucune variante, option ou PSE n'était autorisée ou demandée.

### **Article 2.3 - Etendue de la consultation**

Le présent accord-cadre de fournitures et de services est passé selon une procédure adaptée, en application des dispositions des articles L.2123-1 2° et R.2123-1 3° à R.2123-7 du Code de la commande publique.

### **Article 2.4 -Allotissement**

Le présent marché n'est pas alloti car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes conformément à l'article L.2113-10 du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES**

Le CCAG – FCS, bien que matériellement non joint au marché est réputé connu des Parties. En dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces constitutives du marché, dont seul l'exemplaire original conservé par l'Université Sorbonne Paris Nord fait foi sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) et son annexe ;

## **ARTICLE 4 - DUREE - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **Article 4.1 – Durée du marché**

L'accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification à son titulaire pour une période initiale de douze (12) mois. Il sera ensuite reconductible tacitement trois (3) fois, par période de douze (12) mois, sans que sa durée n'excède quatre (4) ans au total.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction. L'USPN a la possibilité de ne pas reconduire le marché. Pour ce faire, elle adresse sa décision au titulaire dans un délai de deux (2) mois précédant la fin de la période en cours d'exécution.

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

### **Article 4.2 – Délais d'exécution**

Les délais d'exécution des prestations sont définis au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et précisés, le cas échéant, dans l'offre du titulaire.

Une commande est considérée comme exécutée à compter de la remise effective des livrables conformément aux stipulations du marché.

L'Université Sorbonne Paris Nord se réserve la possibilité d'annuler toute commande qui n'a pas encore été exécutée, sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

L'Université s'efforcera de notifier toute annulation dans un délai maximal de quatorze (14) jours à compter de la réception du bon de commande.

En cas d'annulation d'une commande à l'initiative du titulaire, celui-ci est soumis aux pénalités prévues à l'article 8 du présent CCAP.

En cas de non-respect des délais d'exécution prévus au marché, l'Université Sorbonne Paris Nord peut annuler la commande concernée sans indemnité, sans préjudice de l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

### **Article 4.3 – Prolongation des délais d'exécution**

Toute difficulté susceptible d'affecter le respect des délais d'exécution doit être signalée sans délai au pouvoir adjudicateur et, en tout état de cause, avant l'expiration du délai contractuel.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au titulaire dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAG-FCS, sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article 4.4 du présent CCAP.

### **Article 4.4 – Délai de livraison**

Le titulaire s'engage à respecter les délais de livraison indiqués dans son mémoire technique, dans la limite du délai maximal fixé ci-dessous :

Description	Délais
Le délai maximum de livraison des retranscriptions in extenso des débats	10 jours ouvrés pour une séance dont la durée est comprise entre 3 et 5 heures.
	5 jours ouvrés pour une séance dont la durée est inférieure à 2 heures
	Le délai maximum de livraison des retranscriptions in extenso des débats est prorogé de deux (2) jours ouvrés au plus par heure au-delà de la 5ème heure de réunion.
Le délai maximum de livraison des comptes rendus complets des débats est de	12 jours ouvrés pour une séance dont la durée est comprise entre 3 et 5 heures.
	7 jours ouvrés pour une séance dont la durée est inférieure à 2 heures.
	Le délai maximum de livraison des comptes rendus complets des débats est prorogé de deux (2) jours ouvrés au plus par heure au-delà de la 5ème heure de réunion.
Le délai maximum de livraison des comptes rendus synthétiques des débats	10 jours ouvrés pour une séance dont la durée est comprise entre 3 et 5 heures.
	5 jours ouvrés pour une séance dont la durée est inférieure à 2 heures.
	Le délai maximum de livraison des comptes rendus synthétiques des débats est prorogé de deux (2) jours ouvrés au plus par heure au-delà de la 5ème heure de réunion

Le délai court à compter de la notification du bon de commande et prend fin à la livraison effective des prestations dans les locaux du pouvoir adjudicateur.

Au-delà de ce délai, les pénalités prévues à l'article 8 du présent CCAP s'appliqueront.

En cas de non-conformité des prestations ou d'erreurs constatées dans les livrables, le titulaire est tenu de procéder aux corrections demandées dans un délai maximal de 48 heures ouvrées à compter de la notification écrite de l'Acheteur.

Lorsque le titulaire est empêché de respecter les délais en raison du pouvoir adjudicateur ou d'un événement de force majeure, une prolongation du délai d'exécution est accordée d'un commun accord. Cette prolongation est formalisée par l'émetteur du bon de commande ou son mandataire habilité.

Le délai ainsi prolongé produit les mêmes effets que le délai contractuel initial (dérogation à l'article 13.3 du CCAG-FCS).

## **ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **Article 5.1 -Protection de la main d'œuvre**

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires relatives à la lutte contre le travail dissimulé, à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail applicables dans le pays où celle-ci est employée.

Il s'engage à produire, sur demande de l'acheteur et pendant toute la durée d'exécution du marché, les documents et attestations prévus par le Code du travail, notamment l'attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF.

En cas de manquement grave ou répété à ces obligations, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues au marché ou de résilier celui-ci dans les conditions prévues au CCAP.

### **Article 5.2 - Clause sociale**

Le titulaire s'engage à respecter, pour l'exécution des prestations objet du présent marché, l'ensemble des dispositions légales et réglementaires relatives au droit du travail, à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail applicables.

Il s'engage notamment à :

- Employer du personnel régulièrement déclaré et autorisé à exercer une activité professionnelle en France ;
- Respecter les règles relatives à la durée du travail, à la rémunération minimale, à la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs ;
- Garantir des conditions d'exécution respectueuses des intervenants affectés aux prestations de prise de notes.

### **Article 5.3 - Protection de l'environnement**

Le titulaire s'engage à ce que les prestations qu'il effectue respectent la réglementation en vigueur en matière d'environnement.

### **Article 5.4 - Assurances**

Le titulaire est tenu de contracter et de maintenir en vigueur, pendant toute la durée d'exécution du marché, les assurances nécessaires couvrant sa responsabilité civile et sa responsabilité civile professionnelle, afin de garantir les conséquences pécuniaires des dommages corporels, matériels et immatériels causés au pouvoir adjudicateur ou à des tiers à l'occasion de l'exécution des prestations, conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS et aux articles 1240 à 1242 du Code civil.

Le titulaire justifie, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, de la souscription de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation précisant l'étendue des garanties souscrites.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur, dans un délai maximal de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

Le défaut de justification de l'assurance dans les délais requis pourra entraîner la suspension des prestations, sans préjudice des pénalités ou de la résiliation du marché dans les conditions prévues au présent CCAP.

### **Article 5.5 - Obligations relatives à la sous-traitance**

Le titulaire du marché pourra sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de la personne publique contractante l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Déclaré au moment de l'offre ou après la conclusion du marché, le titulaire du marché devra s'engager à attester auprès de la personne publique que le sous-traitant disposera des capacités professionnelles ou qualifications nécessaires à la réalisation des prestations.

### **Article 5.6 - Obligation de confidentialité**

#### **Article 5.6.1- Obligation de confidentialité**

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'Université Sorbonne Paris Nord, pour toutes les opérations qui lui sont confiées. Sauf autorisation expresse de l'Université Sorbonne Paris Nord, il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux. Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser l'Université Sorbonne Paris Nord à résilier le marché aux torts du titulaire.

#### **Article 5.6.2 - Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

### **Article 5.7 - Changement dans la situation du titulaire**

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social, de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié à l'Université Sorbonne Paris Nord par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la survenance du changement.

Cette notification est accompagnée, selon le cas :

- d'un nouveau relevé d'identité bancaire ;



- d'un extrait du journal d'annonces légales ou de tout document officiel attestant de la décision de l'organe compétent.

À défaut de notification dans les conditions prévues ci-dessus, le titulaire demeure responsable des conséquences pouvant résulter de ce changement, notamment en matière de paiement.

## **ARTICLE 6 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

### **Article 6.1 – Formalisation des commandes**

#### **Article 6.1.1 Emission des bons de commande**

Les factures sont établies sur la base des prix tels qu'ils figurent dans les annexes financières (DPGF et BPU) à l'acte d'engagement. Les documents afférents au paiement seront établis en un exemplaire.

Le titulaire adressera à l'Université Sorbonne Paris Nord, après acceptation des prestations, les factures **détaillées** qui comprendront obligatoirement les mentions suivantes :

- l'objet et les références du présent marché « 2026MAPAS00006, »
- le descriptif de la prestation,
- le montant HT de la prestation,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC de la prestation
- le numéro du bon de commande dit « Sifac ».

Les factures devront être déposées sur le **portail Chorus Pro** pour l'université Sorbonne Paris Nord n° de Siret : 19931238000017.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations suivant les règles de la TVA intracommunautaire.

Le cas échéant, le titulaire transmet à l'Université Sorbonne Paris Nord le nom et les coordonnées de son représentant fiscal en France.

Si la présentation des factures n'est pas conforme à ces dispositions, le délai global de paiement de 30 jours ne commencera de courir qu'à compter du jour de réception de la facture en bonne et due forme.

Tout envoi de facture par d'autres modes de transmissions sera considéré comme non réceptionné et ne fera pas courir le délai global de paiement

#### **Article 6.1.2 – Annulation des bons de commande**

Le Pouvoir adjudicateur peut se réserver la possibilité d'annuler à tout moment une commande, sans indemnité, en cas de non-respect des délais de livraison ou de ladite commande. Les pénalités restent dues.

Si le titulaire du marché ne peut effectuer la livraison dans le délai prévu, il est tenu d'informer l'émetteur de la commande à réception de celle-ci, en lui indiquant le ou les motif(s).

Le Pouvoir adjudicateur se garde la possibilité d'annuler toute commande n'ayant pas encore été exécutée sans que le titulaire ne puisse prétendre à quelconque indemnité.

## **Article 6.2 - Contenu des prix**

Les prix du marché sont traités à prix unitaires, sur la base du bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires. Les prix comprennent également les frais de missions/séjours (déplacement, couchage, restauration, ...) pour l'exécution du marché.

### **Article 6.2.1 - TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### **Article 6.2.2 - Répartition des paiements**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au mandataire et ses cotraitants en cas de groupement.

## **Article 6.3 - Délais de paiement**

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, les factures seront payées dans un délai global de paiement de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la livraison par le pouvoir adjudicateur.

## **Article 6.4 - Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus par les dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

## **ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **Article 7.1 - Lieu d'exécution**

Les prestations auront lieu sur le campus de Villetaneuse au 99, avenue Jean Baptiste Clément 93430 Villetaneuse.

A titre exceptionnel, les prestations pourront avoir lieu sur les autres sites de l'Université

Sorbonne Paris Nord (Argenteuil, Plaine Saint-Denis, Saint-Denis, Bobigny).

## **Article 7.2 - Conditions d'exécution des prestations**

La prestation doit être exécutée dans les conditions suivantes :

### **Article 7.2.1 - Dispositions relatives aux intervenants**

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations d'enregistrement audio et de prise de notes par un ou plusieurs intervenants de compétences et de qualifications adaptées aux besoins.

Il s'engage à faire exécuter, pendant la période d'exécution du marché, ou a minima durant une période de 24 mois consécutifs, l'ensemble des prestations de retranscription et de rédaction par un rédacteur dédié. Il est souhaitable que ce dernier soit l'interlocuteur direct de l'Université Sorbonne Paris Nord.

### **Article 7.2.2 - Garantie de continuité des prestations**

En cas d'indisponibilité du rédacteur dédié, le titulaire devra :

- En aviser par tout moyen écrit sans délai l'Université Sorbonne Paris Nord et prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer un remplaçant ayant des compétences et qualifications au moins équivalentes et dont il communique (par tout moyen écrit) à l'Université Sorbonne Paris Nord, le nom, et le CV dans un délai de 10 jours à compter de la réception par l'Université de l'information de l'indisponibilité du rédacteur dédié.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'Université Sorbonne Paris Nord, si celle-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication du nouveau rédacteur dédié. Si l'Université Sorbonne Paris Nord récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de 10 jours pour proposer un autre remplaçant.

La récusation par l'Université Sorbonne Paris Nord se fera par tout moyen écrit.

### **Article 7.2.3 - Obligation de résultat**

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour la réalisation de l'ensemble des prestations objet du marché.

Il réalise les prestations convenues conformément aux règles de l'art. Il s'engage notamment à :

- Informer régulièrement l'Université Sorbonne Paris Nord sur l'état d'avancement des prestations.
- Respecter le calendrier de réalisation des prestations convenu.

Le titulaire est responsable des fichiers, données, programmes ou tout autre document qui lui seraient confiés. Il s'en interdit tout usage sans l'autorisation expresse de l'Université Sorbonne Paris Nord.

### **Article 7.2.4 - Suivi de la prestation**

Le titulaire doit désigner, en son sein, un responsable chargé de veiller à l'exécution du

marché. Cette personne devra disposer d'une délégation suffisante permettant de mettre en œuvre sans délai toute mesure qui s'impose.

L'Université Sorbonne Paris Nord, pour sa part, informera le titulaire des interlocuteurs en charge du suivi technique de la prestation.

L'exécution des prestations pourra être contrôlée à tout moment par l'Université Sorbonne Paris Nord ou les personnes qu'elle mandate à cet effet.

## **ARTICLE 8 - PENALITES**

### **Article 8.1 - Pénalités de retard**

#### **Article 8.1.1 - Retard à la réunion**

En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution du marché, une pénalité de retard de 20 € HT sera appliquée par minute de retard à partir du début de la réunion fixée dans la convocation écrite.

#### **Article 8.1.2 - Retard dans la réalisation, livraison des livrables**

En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution du marché, une pénalité de retard de 50 € HT sera appliquée par jour de retard, le lendemain des délais renseignés à l'article 3.2 du CCTP.

### **Article 8.2 - Déduction des pénalités**

L'université se réserve le droit de déduire du montant des factures les pénalités telles que prévues au présent CCAP. En telle hypothèse, le titulaire ne pourra se prévaloir d'intérêts moratoires au motif de non-paiement de la totalité de la facture. L'université veillera à informer le titulaire du montant des pénalités déduites ainsi que des motifs si le titulaire en fait la demande, celle-ci pourra être faite par tout moyen écrit.

L'Université se réserve le droit de défalquer des factures le montant des pénalités sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure. Les pénalités sont cumulables.

#### **Article 8.2.1 - Absence à la réunion**

En cas d'absence imputable au titulaire dans l'exécution du marché, une pénalité de retard équivalente au montant de la prestation sera appliquée.

#### **Article 8.2.2 - Pénalités pour non remplacement du rédacteur dédié**

En cas de non-respect de la garantie de continuité des prestations, une pénalité de retard de 50 € HT le lendemain des délais renseignés à l'article 3.2 du CCTP.

#### **Article 8.2.3 - Pénalités d'exécution**

Le non-respect des obligations du titulaire telles que précisées dans le CCAP peut donner lieu à l'application d'une pénalité de 50 € HT par faute sans qu'il ne soit nécessaire d'effectuer une mise en demeure.

Le non-respect de la clause de confidentialité telle que précisée à l'article 5.6 du présent

CCAP peut donner lieu à l'application d'une pénalité de 500 € HT par information divulguée.

#### Article 8.2.4 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## ARTICLE 9 - CONSTATATION DE L'EXECUTION ET GARANTIE

### Article 9.1 - Opérations de vérifications-décisions après vérifications

Les prestations faisant l'objet du marché feront l'objet de vérifications destinées à constater leur conformité aux stipulations du marché, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-FCS.

L'Université Sorbonne Paris Nord dispose d'un délai de 15 jours à compter de la remise des livrables pour effectuer ces vérifications et notifier au titulaire sa décision écrite d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet. Passé ce délai, l'admission est réputée acquise.

### Article 9.2 - Garantie

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG FCS, il n'est pas prévu de période de garantie.

## ARTICLE 10 - DISPOSITIONS DIVERSES

### Article 10.1 - Propriété intellectuelle – utilisation des résultats

Conformément aux dispositions de la loi n°92-597 du 1er juillet 1992 relative au code de propriété intellectuelle, l'Université Sorbonne Paris Nord est titulaire des droits d'auteurs patrimoniaux, sur l'ensemble des matériels, documents et livrables spécifiques remis par le titulaire.

La cession des droits de propriété intellectuelle est effectuée sans limitation géographique pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle, telle que reconnue par les lois présentes ou futures, pour une exploitation directe ou indirecte par l'Université Sorbonne Paris Nord sans restriction.

Pour satisfaire aux prescriptions de l'article L.131-3 du Code de la propriété intellectuelle, il est précisé que les droits cédés comprennent :

- **Pour les droits de reproduction** : le droit de reproduire ou de faire reproduire, sans limitation de nombre, tout ou partie des créations, sur tout support, connu ou inconnu, actuel ou futur, notamment support optique, numérique, papier, disque, réseau, disquette, électronique, DVD, CD, CDI, CD-ROM, ou tout autre support informatique ou électronique ;

- **Pour le droit d'adaptation** : le droit d'adapter, faire adapter, faire évoluer, corriger tout ou partie des éléments cédés, réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements des créations, de les modifier, assembler, transcrire, arranger, monter, amputer, condenser, étendre, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres préexistantes, ou à venir, et ce sur tout support mentionné au présent article.

Le droit d'adaptation comprend également la traduction ou tout autre modification des créations, en tout ou partie, en toute langue et la reproduction des créations en découlant sur tout support mentionné au présent article ;

- **Pour le droit de représentation** : le droit de représenter, de diffuser, de faire diffuser les créations de quelque manière que ce soit, par tout procédé quel qu'il soit, connu ou inconnu à ce jour, et notamment par tout support électronique, numérique, informatique, de télécommunications, et ce auprès de tout public, et pour tout réseau de télécommunication off line ou on line ;
- **Pour le droit d'usage** : le droit de faire usage et d'exploiter, à titre personnel ou au bénéfice de tiers, à titre onéreux ou gratuit, les créations, aux fins d'effectuer toute forme de traitement, à quelque titre que ce soit ;
- **Pour le droit d'exploitation** : le droit de céder à des tiers, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, et notamment par une cession, licence, ou tout autre type de contrat, sous toute forme, tout ou partie des droits cédés, à titre temporaire ou définitif.

La présente cession porte sur tous les éléments cédés dans toute version, qu'elle soit achevée ou inachevée.

La présente cession est faite à titre exclusif, définitif, pour le monde entier et pour la durée totale de protection des droits d'auteur.

En conséquence, le Titulaire ne pourra prétendre à l'exercice d'aucun des droits cédés et reconnaît ne plus disposer de droits sur les éléments cédés.

Toutefois, le Titulaire conserve la propriété de la méthode et du savoir-faire utilisés pour la réalisation des prestations objet du marché.

L'Université Sorbonne Paris Nord reste par ailleurs seule titulaire des droits sur les documents, les données et les informations et fichiers qui pourraient être communiqués au titulaire pour les besoins des présentes ou auquel ce dernier pourrait avoir accès.

Le titulaire déclare que les contrats de travail de ses salariés appelés à travailler directement ou indirectement dans le cadre du présent marché ne contiennent aucune disposition conférant aux dits salariés un droit d'auteur sur les prestations exécutées au titre du présent marché. Le titulaire s'engage à recueillir la même déclaration de ses éventuels sous-traitants.

## **ARTICLE 11 – CLAUSE DE RESILIATION DU CONTRAT**

### **Article 11.1 - Force majeure**

Aucune des parties ne peut être tenue responsable d'un manquement à ses obligations lorsque celui-ci résulte d'un événement de force majeure, tel que défini par la loi et la jurisprudence.

Si la situation de force majeure se prolonge au-delà d'un (1) mois calendaire, le Pouvoir adjudicateur et le Titulaire conviennent d'engager des discussions en vue de modifier les termes de leurs engagements respectifs.

À défaut d'accord, chaque partie serait en droit de résilier le marché, sous réserve du respect d'un préavis minimum de deux (2) mois, sans dommages et intérêts, sur simple notification écrite (courrier recommandé avec accusé de réception ou courrier électronique) adressée à l'autre partie.

À la date de prise d'effet de la résiliation, les sommes déjà perçues par le Titulaire lui restent acquises. Les sommes correspondent aux factures émises, mais non payées, seront dues au Titulaire.

### **Article 11.2 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

#### **Article 11.2.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général**

Le présent accord-cadre peut être résilié par la personne publique en l'absence de faute pour des motifs d'intérêt général après préavis d'un mois, signifié par lettre recommandée avec accusé de réception en application de l'article 42 du CCAG-FCS.

La résiliation devra intervenir sans porter atteinte aux droits à paiement acquis par le prestataire avant la date de résiliation

#### **Article 11.2.2 - Résiliation pour faute**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le présent accord cadre, aux torts du titulaire, sans indemnités et sans préavis, après mise en demeure restée infructueuse pendant le délai de quinze (15) jours, au cas où celui-ci aurait manqué à ses engagements ou obligations.

Le principe du droit à paiement acquis ne s'applique pas dans ce cas de figure.

#### **Article 11.2.3 - Clause commune aux différents cas de résiliation**

Dans tous les cas de résiliation, le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en instance ainsi que tout bon de commande émis avant la date de résiliation. En cas de résiliation pour faute, il peut être pourvu à l'exécution du marché aux frais et risques du titulaire.

### **Article 11.3 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article

L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **ARTICLE 12 - CLAUSE DE REEXAMEN**

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre pourra être modifié sans avenant.

### **Article 12.1 - Marches de prestations similaires et complémentaires**

L'USPN se réserve la possibilité de conclure un ou plusieurs marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables, en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du présent marché.

Ce ou ces marchés seront passés avec l'un ou, le cas échéant, plusieurs des Titulaires du présent marché à l'issue d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables.

### **Article 12.2 - Modifications**

Toute modification du présent marché ne peut valablement être faite que par un document signé par chacune des Parties. Le présent marché pourra être modifié dans les conditions des articles L.2194-1 et R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 13 - LITIGES ET DIFFERENDS**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.



## ARTICLE 14 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Article du présent CCAP	Article du CCAG - FCS
Article 3	Article 4.1
Article 4.4	Article 13.3
Article 9.2	Article 28.1